CONSORTIUM BADILIKA
Changement Positif

NOTE DE PLAIDOYER DU PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE ET RELEVEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES FEMMES, FILLES ET JEUNES AFFECTES PAR LES CONFLITS AU NORD ET SUD-KIVU PAR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DU PIMENT

I. Informations générales relatives			
	Intitulé du projet	Projet de renforcement de la résilience et relèvement socio-économique des femmes, filles et jeunes affectes par les conflits au Nord et Sud-Kivu par la production et la valorisation du piment	
1.1. Informations relatives à l'organisation	Nom de l'organisation	Consortium BADILIKA	
	Organisations membres	HOPE OF LIFE DRC, HOL-DRC: Lead	
		Union des Femmes et Peuples Autochtones pour le Développement Intégré, UFPADI : Co-Lead	
	Nom du Point Focal	Jacques AJUAMUNGU	
	E-mail	hol-drc@hopeoflifedrc.org hopeoflifedrc@gmail.com	
	Site web	www.hopeoflifedrc.org	
	N° Téléphone	+243971908322	
	Couverture géographique de la mise en œuvre du projet	Nord-Kivu	Territoire de Nyiragongo : Bugamba 1 et 2, Kibumba, Ngangi, Turunga, Kiziba 1 et 2
			Territoire de Masisi : Territoire de Masisi : Karuba, Bishange, Bweremana, Mupfunyi-Shanga et Sake
		Sud-Kivu	Territoire de Kalehe : Minova, Kalungu, Kasheke, Nyabibwe, Muhongoza, Chibanja, Munanira et Ishovu
			Territoire de Kabare : Miti, Mudaka, Kavumu, Katana et Lwiro

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET PIMENT

1.1. Contexte général

La République démocratique du Congo, particulièrement les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, fait face à une crise socio-économique et humanitaire persistante, caractérisée par la répétition des affrontements armés, les déplacements massifs et réguliers des populations, les catastrophes naturelles, les perturbations climatiques, la dégradation des infrastructures économiques et l'insuffisance des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat.

Depuis plusieurs années, ces crises successives affectent profondément les conditions de vie des communautés rurales et périurbaines, notamment celles dont les moyens de subsistance reposent principalement sur l'agriculture familiale, le petit commerce et les activités génératrices de revenus. Les affrontements armés et l'instabilité sécuritaire ont provoqué l'abandon de nombreuses exploitations agricoles, la perte des récoltes, la destruction des biens, la perturbation des circuits d'approvisionnement et la réduction des possibilités de commercialisation des produits agricoles.

Les déplacements forcés ont également entraîné la désorganisation des systèmes économiques locaux. De nombreux ménages ont été contraints de quitter leurs villages et leurs activités productives pour rechercher refuge dans des zones relativement plus sûres. Cette situation a particulièrement fragilisé les femmes, les filles et les jeunes, qui se retrouvent souvent confrontés à la perte de leurs revenus, à l'insuffisance des ressources alimentaires, à la précarité économique et à l'absence de perspectives professionnelles.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), à travers les analyses de sa Matrice de suivi des déplacements (DTM), les affrontements du début de l'année 2025 ont provoqué des mouvements considérables de populations au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. L'analyse publiée en mars 2025 faisait état de plus d'un million de personnes déplacées dans les deux provinces à la suite de l'escalade des violences. Les territoires de Masisi, Nyiragongo et plusieurs zones du Sud-Kivu ont été directement concernés par ces mouvements.

Par ailleurs, les analyses de la FAO et d'ACLED publiées en 2025 ont mis en évidence les conséquences des conflits armés sur les activités agricoles dans les territoires de Masisi, Nyiragongo et Kalehe. Les difficultés d'accès aux terres, l'insécurité rencontrée par les agriculteurs et les déplacements des populations ont contribué à perturber les calendriers agricoles et à retarder certaines récoltes. Ces perturbations ont affecté la disponibilité des produits agricoles et les revenus des petits producteurs.

À ces difficultés s'ajoutent les effets des changements climatiques, qui se manifestent notamment par l'irrégularité des précipitations, les fortes pluies, les périodes de sécheresse, l'érosion des sols, les inondations et les glissements de terrain. Ces phénomènes affectent les rendements agricoles, fragilisent les infrastructures de production et augmentent les risques de pertes économiques pour les ménages. https://dtm.iom.int/fr/reports/rdc-sud-kivu-suivi-des-mouvements-14-mars-avril-2025?close=true , https://fscluster.org/sites/default/files/2025-12/DIEM_sept2025.pdf , https://fscluster.org/sites/default/files/2025-05/Rapport%20Diem%20Mars%202025.pdf , https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-03/2025_02_climate_peace_and_security_in_eastern_drc_french.pdf

La catastrophe naturelle survenue en mai 2023 dans le territoire de Kalehe, particulièrement à Bushushu et Nyamukubi, illustre l'ampleur de la vulnérabilité environnementale des communautés du Sud-Kivu. Les inondations et les coulées de boue ont provoqué des pertes humaines et matérielles considérables, détruit des habitations, des exploitations agricoles et des infrastructures communautaires, compromettant davantage les moyens d'existence des populations affectées.

Dans ce contexte, la relance économique des communautés ne peut se limiter à la distribution ponctuelle de biens de première nécessité. Elle exige des investissements structurants dans les secteurs productifs capables de créer des emplois, de générer des revenus, de soutenir l'entrepreneuriat local et de renforcer l'autonomie économique des ménages.
L'agriculture commerciale et le développement des chaînes de valeur agricoles constituent à cet égard des opportunités importantes. Ils permettent non seulement d'améliorer la production alimentaire, mais également de développer des activités de transformation, de conservation, de conditionnement, de transport et de commercialisation, offrant ainsi des possibilités d'emploi à différents niveaux de la chaîne économique.
C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent projet de développement et de valorisation de la chaîne de valeur du piment dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.
Le choix du piment repose sur son potentiel en tant que culture maraîchère à vocation alimentaire et commerciale, susceptible de contribuer à la diversification des revenus agricoles, à la création de petites entreprises rurales et à la valorisation des productions locales. Sa transformation en piment séché, poudre de piment, pâte ou autres produits dérivés peut également prolonger sa durée de conservation, améliorer sa valeur commerciale et ouvrir de nouvelles possibilités de débouchés.
Le projet entend ainsi développer une approche intégrée couvrant l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur : approvisionnement en intrants, production, récolte, collecte, transformation, conservation, conditionnement et commercialisation.
Il vise particulièrement à faire des femmes et des jeunes des acteurs économiques capables de participer activement à la reconstruction des économies locales et de contribuer durablement au développement de leurs communautés.
https://www.unicef.org/media/139941/file/DRC-Flash-Report-Flooding-09-May-2023.pdf
https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-flash-update-1-des-inondations-provoquees-par-des-fortes-pluies-dans-le-territoire-de-kalehe-au-sud-kivu-07-mai-2023
https://www.unicef.org/media/141361/file/DRC-Humanitarian-SitRep-No.3-(Flooding-in-Kalehe-Territory),-30-May-2023.pdf
https://recosh.cresh-rdc.org/Vol.3,%20N%C2%B01,%20mars%202024/Le%20drame%20de%20Kalehe.pdf
https://webapps.ifad.org/members/eb/116/docs/french/EB-2015-116-R-15-Document-de-conception.pdf
https://www.radiookapi.net/2023/11/09/actualite/societe/la-rdc-veut-developper-la-chaine-de-valeur-de-son-piment
https://bankable.africa/fr/agriculture/2707-3383-piment-lanapex-lance-une-task-force-pour-structurer-la-filiere-dexportation

1.2. Contexte spécifique des zones d'intervention au Nord-Kivu

A. Territoire de Nyiragongo : Bugamba 1 et 2, Kibumba, Ngangi, Turunga, Kiziba 1 et 2

Le territoire de Nyiragongo occupe une position stratégique dans l'économie de la province du Nord-Kivu, notamment en raison de sa proximité avec la ville de Goma et de ses relations commerciales avec les zones rurales environnantes.
Les communautés de Nyiragongo dépendent en grande partie de l'agriculture familiale, du maraîchage, du petit commerce et des activités informelles pour assurer leur subsistance. La proximité des centres de consommation constitue un avantage potentiel pour le développement des cultures maraîchères et des produits agricoles à forte valeur commerciale, notamment le piment.
Cependant, les affrontements armés récurrents et les déplacements successifs ont considérablement fragilisé les moyens de subsistance de nombreuses familles. Les mouvements de populations entre Goma, Nyiragongo et les territoires voisins ont entraîné une pression supplémentaire sur les terres agricoles, les marchés, les ressources disponibles et les opportunités économiques.

Les communautés de Bugamba 1 et 2, Kibumba, Ngangi, Turunga et Kiziba 1 et 2 sont concernées par des défis liés à l'accès aux moyens de production, à la disponibilité des intrants agricoles, à l'insuffisance des équipements de transformation et aux difficultés rencontrées par les petits producteurs pour commercialiser leurs produits dans de bonnes conditions.
Les femmes et les jeunes sont particulièrement touchés par ces contraintes. Malgré leur participation aux activités agricoles et commerciales, ils disposent rarement des moyens financiers et techniques nécessaires pour développer des exploitations commerciales rentables ou créer des unités de transformation.
La valorisation de la chaîne de valeur du piment représente donc une possibilité de diversification économique pour ces communautés. La proximité relative de Goma peut faciliter l'écoulement des produits frais et transformés, sous réserve de la vérification des conditions d'accès, des coûts de transport, de la demande et de la sécurité des circuits commerciaux.
Le projet permettra de renforcer les capacités des producteurs, d'améliorer les pratiques culturales et de promouvoir la transformation locale afin de créer davantage de valeur ajoutée au sein des communautés. https://www.gicnetwork.be/wp-content/uploads/2024/12/23_Leconomie-politique-de-la-Chefferie-de-Bukumu.pdf , https://caid.cd/?page_id=12053 , https://www.iosrjournals.org/iosr-jestft/papers/Vol19-Issue6/Ser-1/C1906013042.pdf , https://dtm.iom.int/fr/report-product-series/nord-kivu-suivi-des-urgences

B. Territoire de Masisi : Karuba, Bishange, Bweremana, Mupfunyi-Shanga et Sake

Le territoire de Masisi est l'une des zones de l'Est de la RDC les plus affectées par les conflits armés et les déplacements forcés de populations. Les affrontements répétés ont profondément perturbé les activités agricoles, les échanges commerciaux et les mécanismes économiques traditionnels.
Les agriculteurs sont confrontés à des difficultés d'accès à leurs exploitations, à la perte des récoltes, à l'insuffisance des intrants et à la dégradation des conditions de transport et de commercialisation. Les ménages déplacés et les familles d'accueil doivent également faire face à une diminution de leurs ressources financières et alimentaires.
Dans les localités de Karuba, Bishange, Bweremana, Mupfunyi-Shanga et Sake, la relance des activités agricoles et commerciales représente un enjeu important pour la restauration des moyens d'existence et la reconstruction des économies communautaires.
Les femmes, les jeunes et les petits producteurs sont confrontés à des obstacles importants pour accéder aux financements, aux équipements agricoles, aux formations professionnelles et aux opportunités de commercialisation.
Le développement de la filière piment peut contribuer à diversifier les activités économiques, à favoriser l'entrepreneuriat agricole et à développer des opportunités de transformation et de commercialisation.
L'approche proposée permettra de renforcer les capacités des producteurs à travers l'accès aux semences de qualité, aux techniques de production adaptées, aux équipements de séchage et aux infrastructures de conservation.
Elle permettra également de développer des initiatives collectives de collecte et de commercialisation, afin de réduire les difficultés rencontrées par les petits producteurs dans la négociation des prix et l'accès aux marchés.
Une attention particulière sera accordée aux conditions sécuritaires, à l'accès aux terres, aux risques de conflits fonciers et à la continuité des activités dans les localités affectées par les déplacements.
https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-flash-update-2-des-affrontements-sake-plusieurs-milliers-de-nouveaux-deplaces-affluent-vers-goma-le-contexte-humanitaire-se-degrade-davantage-24-janvier-2025
https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbdl1461/files/reports/DRC%20ARC%20FR%208.4.25.pdf ,

https://ehtools.org/uploads/brochures/1569.pdf , **https://www.researchgate.net/publication/405289178_Innovations_paysannes_face_aux_conflits_fonciers_en_Territoires_de_Masisi_et_de_Kalehe_a_l'Est_de_la_RD_Congo** , **https://www.undp.org/fr/drcongo/actualites/masisi-plus-de-1-400-habitants-engages-dans-le-relevement-et-la-resilience**

1.3. Contexte spécifique des zones d'intervention au Sud-Kivu

A. Territoire de Kalehe : Minova, Kalungu, Kasheke, Nyabibwe, Muhongoza, Chibanja, Munanira et Ishovu

Le territoire de Kalehe possède des potentialités agricoles importantes liées à la diversité de ses conditions agroécologiques, à la disponibilité de terres cultivables dans certaines zones et à ses relations commerciales avec les centres de consommation du Sud-Kivu et du Nord-Kivu. Cependant, les communautés de Kalehe sont confrontées à une combinaison de crises sécuritaires, économiques et environnementales qui fragilisent considérablement leurs capacités de production et leurs moyens d'existence.

Les affrontements armés ont provoqué des déplacements de populations, perturbé les activités agricoles et limité l'accès aux terres et aux marchés. La catastrophe de mai 2023 a également profondément affecté les communautés de Bushushu et des zones environnantes, en détruisant des habitations, des infrastructures et des moyens de subsistance.

Dans les localités de Minova, Kalungu, Kasheke, Nyabibwe, Muhongoza, Chibanja, Munanira et Ishovu, les ménages doivent faire face à plusieurs contraintes : insuffisance des moyens de production, faible accès aux financements, manque d'équipements de transformation, pertes post-récoltes et difficultés de commercialisation.

Les femmes rurales et les jeunes sont particulièrement concernés par le manque d'opportunités entrepreneuriales. Beaucoup participent aux activités agricoles et au petit commerce sans disposer des équipements, des compétences techniques et des capitaux nécessaires pour développer des activités économiques structurées.

La culture du piment constitue une opportunité potentielle de diversification des productions agricoles et d'amélioration des revenus des ménages. En complément de sa production, le développement des activités de séchage, de transformation et de conditionnement permettra de réduire les pertes et de valoriser les récoltes.

La proximité relative de certains marchés et axes commerciaux peut également faciliter l'écoulement des produits, à condition d'améliorer l'organisation des producteurs, la qualité des produits et les mécanismes de commercialisation.

Le projet entend donc soutenir la reconstruction économique des communautés à travers une filière agricole capable de créer de la valeur ajoutée et de favoriser l'autonomie économique des femmes et des jeunes. https://sudkivu.cd/territoire-kalehe https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/265837/1/Th%C3%A8se%20Bahati%20Shamamba%20Dieudonn%C3%A9.pdf , https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-sud-kivu-flash-update-1-de-nouvelles-violences-armees-entrainent-des-deplacements-de-population , https://ldyouth.org/wp-content/uploads/2024/03/RAPPORT-SUR-LA-CATASTROPHE-NATURELLE-DE-KALEHE-AU-SUD-KIVU.pdf , https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/suivi-de-la-situation-humanitaire-fiche-dinformation-zones-de-sante-zs-de-bunyakiri-kalehe-kalonge-et-minova-territoire-de-kalehe-province-du-sud-kivu-republique-democratique-du-congo-rdc-mars-2024

B. Territoire de Kabare : Miti, Mudaka, Kavumu, Katana et Lwiro

Le territoire de Kabare constitue une zone importante pour les échanges agricoles et commerciaux du Sud-Kivu, notamment grâce à sa proximité avec la ville de Bukavu et aux relations commerciales entre les centres ruraux et urbains.

Les localités de Miti, Mudaka, Kavumu, Katana et Lwiro disposent d'un environnement favorable au développement de plusieurs activités agricoles et commerciales, sous réserve de la disponibilité des terres, des conditions agroécologiques et des ressources nécessaires.

Les marchés locaux et les circuits de commercialisation offrent des possibilités pour la vente des produits maraîchers, des épices et des produits transformés. Toutefois, les petits producteurs rencontrent des difficultés liées à l'insuffisance des équipements, au manque de capacités de conservation, à l'irrégularité de l'approvisionnement et à la faiblesse de leur pouvoir de négociation.

Les femmes et les jeunes exercent différentes activités de production et de commerce, mais disposent souvent de moyens limités pour professionnaliser leurs initiatives et accéder à des marchés plus rémunérateurs.

Le développement de la chaîne de valeur du piment permettra de renforcer les capacités productives, de développer les petites unités de transformation et de promouvoir des mécanismes de commercialisation collective.

L'intégration de ces localités dans une dynamique interterritoriale de production et de commercialisation permettra également de favoriser les échanges entre producteurs, transformateurs, commerçants et consommateurs des deux provinces.

1.4. Situation spécifique des femmes, des filles et des jeunes

Les femmes, les filles et les jeunes constituent les principales catégories bénéficiaires du projet en raison de leur exposition particulière aux conséquences des crises sécuritaires, économiques et environnementales.

Les femmes occupent une place essentielle dans les systèmes de production agricole, la transformation alimentaire et le commerce de proximité. Elles assurent une grande partie des activités de production, de collecte, de préparation et de vente des produits agricoles. Toutefois, leur contribution économique reste souvent insuffisamment valorisée en raison de leur accès limité à la terre, aux financements, aux équipements, aux formations professionnelles et aux opportunités commerciales.

Les déplacements forcés et les pertes de revenus ont aggravé cette situation. De nombreuses femmes sont devenues les principales responsables économiques de leurs ménages et doivent subvenir aux besoins de leurs enfants dans des conditions de grande précarité.

Les filles, particulièrement celles issues des ménages déplacés et vulnérables, sont exposées à l'abandon scolaire, à l'exploitation économique, aux violences basées sur le genre et aux risques liés aux stratégies négatives de survie.

Le projet entend promouvoir leur protection, leur autonomisation et leur accès à des opportunités de formation adaptées à leur âge, sans compromettre leur scolarisation ni les exposer à des travaux dangereux.

Les jeunes, quant à eux, sont confrontés au chômage, au sous-emploi et au manque d'opportunités d'entrepreneuriat. L'insuffisance des possibilités d'insertion économique constitue un obstacle à leur autonomie et à leur participation au développement communautaire.

Le développement de la filière piment offre des perspectives d'auto-emploi et d'entrepreneuriat dans plusieurs domaines : production, pépinières, fourniture d'intrants, collecte, transport, transformation, emballage, stockage, marketing et distribution.

En intégrant ces différents maillons, le projet permettra aux femmes et aux jeunes de développer des compétences professionnelles, de créer des activités économiques et de renforcer leur autonomie financière.

1.5. Problématique centrale : une chaîne de valeur agricole insuffisamment structurée et valorisée

Malgré les potentialités agricoles des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les petits producteurs rencontrent des difficultés pour transformer leurs productions en revenus durables. La problématique ne concerne donc pas uniquement la production agricole, mais également les différentes étapes qui permettent de créer de la valeur ajoutée et de relier les producteurs aux marchés.

Les principales contraintes identifiées sont les suivantes :

a) Faible accès aux intrants agricoles de qualité

Les producteurs rencontrent des difficultés pour accéder aux semences de piment adaptées, aux outils agricoles et aux intrants nécessaires à une production régulière et de qualité.

b) Faible maîtrise des techniques de production

L'insuffisance des formations techniques affecte la préparation des pépinières, la gestion des plants, la fertilisation, l'irrigation, la lutte intégrée contre les ravageurs et les maladies, ainsi que les pratiques de récolte.

c) Faible organisation des producteurs

Les producteurs travaillent souvent de manière individuelle, ce qui réduit leurs capacités de négociation, leur accès aux informations commerciales et leur possibilité de répondre aux commandes importantes.

d) Insuffisance des équipements de transformation

L'absence ou l'insuffisance d'équipements adaptés limite la transformation du piment frais en produits à plus forte valeur ajoutée, notamment le piment séché, la poudre, les flocons et les pâtes de piment.

e) Pertes post-récoltes et difficultés de conservation

Le piment frais est un produit périssable. Les mauvaises conditions de séchage, l'exposition à l'humidité, les contaminations, les insectes et les mauvaises pratiques de stockage peuvent entraîner des pertes importantes et réduire la qualité commerciale des produits.

f) Faible maîtrise des techniques de conditionnement et de qualité

L'insuffisance des emballages adaptés, de l'étiquetage, des règles d'hygiène et des normes de qualité limite l'accès à certains marchés et réduit la confiance des consommateurs.

g) Difficultés d'accès aux marchés

Les producteurs et transformateurs rencontrent des difficultés liées aux coûts de transport, à l'irrégularité des prix, à l'insuffisance des informations commerciales et à leur faible pouvoir de négociation face aux intermédiaires.

h) Manque de financement et d'opportunités entrepreneuriales

Les femmes et les jeunes disposent rarement de capitaux de démarrage et de mécanismes de financement adaptés pour investir dans la production, la transformation et la commercialisation du piment.

Ces contraintes limitent la rentabilité des activités agricoles et empêchent les communautés de tirer pleinement profit des possibilités économiques offertes par la filière.

https://afrique.foodsecurityportal.org/blog/ameliorer-les-chaines-de-valeur-agricole/index.html , https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/L5-%20proposition%20actions.pdf , https://www.inter-reseaux.org/wp-content/uploads/GDS58_Valorisation_des_produits_locaux.pdf , https://www.deval.org/fileadmin/Redaktion/PDF/05-Publikationen/Policy_Briefs/2016_4_Wertschoepfungsketten/DEval_Policy_Brief_ChainesDeValeur__2016_FR.pdf , https://afjare.org/wp-content/uploads/2025/11/4.-Ali-et-al.pdf , https://www.africainvestmentforum.com/fr/multimedia/videos/lentreprenariat-par-lapproche-chaines-de-valeur-agricole-634

1.6. Justification du choix de la filière piment

Le choix du piment comme filière porteuse du projet repose sur plusieurs considérations économiques, agricoles, commerciales et sociales.

1.6.1. Un produit agricole à potentiel économique

Le piment constitue une culture maraîchère commercialisable sous différentes formes : frais, séché, moulu, en poudre, en flocons ou transformé en pâte et en sauces.

Cette diversité des formes de commercialisation permet d'envisager plusieurs modèles économiques et de toucher différents segments de consommateurs.

La production du piment peut être développée à petite échelle dans des exploitations familiales et dans des espaces agricoles adaptés, ce qui permet d'envisager son intégration dans les activités des femmes et des jeunes producteurs.

1.6.2. Une opportunité de diversification des revenus

Le développement de cette culture permettra aux ménages de diversifier leurs sources de revenus et de réduire leur dépendance à un nombre limité de productions agricoles.

La commercialisation du piment frais peut procurer des revenus aux producteurs, tandis que sa transformation peut générer une valeur ajoutée supplémentaire pour les organisations de femmes, les jeunes entrepreneurs et les petites entreprises rurales.

1.6.3. Un potentiel de transformation locale

La transformation du piment représente un levier important de développement économique.

Le séchage, le broyage, le tamisage, le conditionnement et la fabrication de produits dérivés permettront de créer des activités économiques complémentaires à la production agricole.

Cette transformation locale contribuera à prolonger la durée de conservation des récoltes, à réduire les pertes post-récoltes et à améliorer les possibilités de commercialisation tout au long de l'année.

1.6.4. Une possibilité de création d'emplois

La chaîne de valeur du piment mobilise différents profils professionnels :

- Producteurs agricoles ;
- Producteurs de plants et pépiniéristes ;
- Fournisseurs d'intrants ;
- Collecteurs et transporteurs ;
- Opérateurs de séchage ;
- Transformateurs ;
- Conditionneurs ;
- Commerçants et distributeurs ;
- Prestataires de services agricoles ;
- Gestionnaires de petites unités économiques.

Le projet permettra ainsi de développer des emplois directs et indirects, particulièrement en faveur des femmes et des jeunes.

1.6.5. Une filière compatible avec une approche entrepreneuriale progressive

La filière piment permet d'envisager des investissements progressifs en fonction des capacités des bénéficiaires.

Un ménage peut commencer par une petite parcelle de production, tandis qu'un groupe de femmes peut développer une activité collective de séchage et de transformation. Les jeunes peuvent, quant à eux, développer des services de collecte, de transport, de conditionnement et de distribution.

Cette flexibilité permet d'adapter les investissements aux capacités financières et techniques des bénéficiaires.

1.6.6. Une possibilité de développement des marchés locaux et régionaux

Le piment est utilisé dans l'alimentation des ménages, les restaurants, les établissements de restauration, les commerces alimentaires et les entreprises de transformation.

Les villes de Goma et Bukavu ainsi que les marchés de proximité constituent des débouchés potentiels à étudier. Les marchés régionaux et les circuits commerciaux transfrontaliers pourront également être explorés lorsque les volumes, la qualité, les exigences réglementaires et les conditions logistiques le permettront.

Le projet privilégiera toutefois la construction progressive de débouchés commerciaux vérifiés plutôt que de baser son modèle économique sur des contrats d'exportation non encore sécurisés.

1.7. Justification de l'approche intégrée de la chaîne de valeur

Le présent projet ne vise pas uniquement à augmenter les superficies cultivées ou les quantités de piment produites. Il entend développer un système économique intégré dans lequel chaque étape de la chaîne contribue à améliorer les revenus des acteurs et à renforcer la compétitivité des produits locaux.

A. Production

Le renforcement de la production permettra d'améliorer les rendements, la qualité et la régularité de l'approvisionnement en piment.

B. Transformation

La transformation permettra de créer une valeur ajoutée locale et de développer des petites entreprises agroalimentaires dirigées notamment par des femmes et des jeunes.

C. Conservation

L'amélioration des techniques de séchage et de stockage permettra de réduire les pertes post-récoltes et de préserver la qualité des produits.

D. Commercialisation

Le développement de circuits commerciaux organisés permettra d'améliorer les débouchés, de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs et d'accroître les revenus des acteurs de la filière.

Cette approche favorisera une meilleure répartition de la valeur ajoutée entre les producteurs, les transformateurs et les commerçants, tout en renforçant les relations économiques entre les différentes zones d'intervention.

1.8. Justification de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes

L'autonomisation économique des femmes et des jeunes constitue l'un des fondements du projet.

En favorisant leur participation à tous les maillons de la filière, le projet entend réduire les inégalités d'accès aux ressources productives et aux opportunités économiques.

Les femmes seront accompagnées dans la production, la transformation, la conservation et la commercialisation du piment. Elles bénéficieront de formations techniques et entrepreneuriales, d'un accompagnement dans la gestion financière et de mécanismes d'accès aux équipements et aux marchés.

Les jeunes seront encouragés à développer des initiatives entrepreneuriales dans les domaines de la production, de la collecte, du transport, de la transformation, de l'emballage, de la distribution et de la commercialisation numérique.

Le projet favorisera également la mise en place de groupes d'épargne et de crédit, de coopératives et de petites entreprises communautaires afin de renforcer l'accès au financement et la pérennisation des activités.

Une attention particulière sera accordée à l'inclusion des femmes déplacées, des femmes cheffes de ménage, des jeunes sans emploi et des personnes vivant avec un handicap.

1.9. Justification de la résilience climatique et environnementale

Les perturbations climatiques constituent un défi important pour le développement agricole dans les deux provinces.

Le projet intégrera des pratiques de production respectueuses de l'environnement et adaptées aux conditions agroécologiques des différentes zones.

Ces pratiques comprendront notamment :

- La production de plants de qualité ;
- La gestion raisonnée de l'eau ;
- Le compostage et la fertilisation organique ;
- La lutte intégrée contre les ravageurs et maladies ;
- La protection des sols contre l'érosion ;
- La diversification des cultures ;
- La promotion de pratiques agricoles économes en ressources ;
- La réduction des pertes post-récoltes.

Les techniques de conservation et de transformation seront également améliorées afin de réduire les pertes économiques liées à la périssabilité du produit.

1.10. Justification du plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers

Malgré le potentiel agricole et commercial des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les organisations communautaires, les petits producteurs et les jeunes entrepreneurs ne disposent pas toujours des ressources financières, matérielles et techniques nécessaires pour développer des chaînes de valeur agricoles compétitives.

Les difficultés d'accès aux intrants, aux équipements de transformation, aux infrastructures de conservation, aux financements et aux marchés constituent des obstacles majeurs à la professionnalisation des activités agricoles.

Les conséquences des conflits armés et des déplacements successifs rendent ces difficultés encore plus importantes.

Dans ce contexte, un investissement structuré dans la filière piment représente une opportunité de soutenir simultanément le relèvement économique, la création d'emplois, l'autonomisation des femmes et des jeunes et le développement de l'agro-industrie locale.

À travers cette note de plaidoyer, les organisations porteuses du projet sollicitent l'engagement des partenaires techniques et financiers pour accompagner la mise en place d'une chaîne de valeur du piment inclusive, durable et économiquement viable dans les territoires de Nyiragongo, Masisi, Kalehe et Kabare.

L'appui sollicité permettra notamment de financer :

- L'accès aux semences de qualité et aux intrants agricoles ;
- La mise en place des pépinières et des parcelles de production ;
- La formation technique des producteurs ;
- L'acquisition des équipements de transformation ;
- L'installation des dispositifs de séchage et de conservation ;
- La mise en place des petites unités de conditionnement ;
- Le renforcement des capacités entrepreneuriales ;
- L'organisation des producteurs en coopératives et associations ;
- Le développement des mécanismes de financement communautaire ;
- La mise en relation avec les acheteurs et les distributeurs ;
- Le suivi technique, commercial et économique de la filière.

Cet investissement permettra de dépasser une logique d'assistance ponctuelle pour construire des activités économiques capables de générer des revenus et des emplois durables.

1.11. Pertinence stratégique du projet au regard des priorités de développement

Le projet contribue directement à plusieurs Objectifs de développement durable des Nations Unies :

- **ODD 1 – Pas de pauvreté :** amélioration des revenus et de l'autonomie économique des ménages vulnérables.
- **ODD 2 – Faim zéro :** développement de la production agricole et amélioration des moyens d'existence.
- **ODD 5 – Égalité entre les sexes :** autonomisation économique des femmes et réduction des inégalités d'accès aux ressources.
- **ODD 8 – Travail décent et croissance économique :** création d'emplois et promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.
- **ODD 9 – Industrie, innovation et infrastructure :** développement des petites unités de transformation et de conditionnement.
- **ODD 12 – Consommation et production responsables :** amélioration des pratiques de transformation, de conservation et de gestion des ressources.
- **ODD 13 – Lutte contre les changements climatiques :** promotion de pratiques agricoles adaptées aux perturbations climatiques.

Il s'inscrit également dans la logique du nexus humanitaire-développement-paix, en associant le relèvement des moyens d'existence, la création d'opportunités économiques et le renforcement de la cohésion communautaire.

1.12. Justification finale et appel à l'engagement des partenaires

Le développement et la valorisation de la chaîne de valeur du piment dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu constituent une opportunité stratégique pour contribuer à la reconstruction économique des communautés affectées par les conflits armés, les déplacements forcés, les catastrophes naturelles et les perturbations climatiques.

Dans les territoires de Nyiragongo, Masisi, Kalehe et Kabare, les femmes et les jeunes disposent d'un potentiel important pour participer à la relance de l'économie locale. Cependant, ce potentiel demeure insuffisamment exploité en raison du manque d'accès aux ressources productives, aux compétences techniques, aux équipements de transformation, aux mécanismes de financement et aux circuits commerciaux organisés.

Le présent projet ambitionne de transformer cette situation en faisant de la filière piment un véritable levier de développement économique local.

En investissant dans la production, la transformation, la conservation et la commercialisation, il sera possible de créer des opportunités d'emploi, de renforcer les petites entreprises agricoles, d'améliorer les revenus des ménages et de favoriser l'émergence d'un tissu entrepreneurial porté par les femmes et les jeunes.

L'intervention contribuera également à renforcer les échanges économiques entre les différentes zones d'intervention et à développer des relations durables entre les producteurs, les transformateurs, les commerçants et les consommateurs.

À cet effet, nous lançons un appel aux partenaires techniques et financiers, aux agences des Nations Unies, aux institutions publiques, aux organisations de coopération internationale, aux fondations, aux institutions de microfinance et aux acteurs du secteur privé à soutenir cette initiative.

Le financement de ce projet constituera un investissement concret dans l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, la création d'emplois, le développement de l'agro-industrie locale et la résilience des communautés affectées par les crises dans l'Est de la RDC.

Soutenir le développement de la chaîne de valeur du piment, c'est investir dans la production locale, transformer les ressources agricoles en richesse communautaire, créer des emplois pour les femmes et les jeunes et construire une économie rurale plus autonome, inclusive et résiliente.

II. OBJECTIFS DU PROJET

2.1. Objectif général

Contribuer à l'amélioration durable des conditions socio-économiques et au renforcement de la résilience des femmes, des filles et des jeunes affectés par les conflits armés, les déplacements de populations, les catastrophes naturelles, les perturbations climatiques et le chômage dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, à travers le développement et la valorisation d'une chaîne de valeur inclusive et durable du piment, couvrant la production, la transformation, la conservation et la commercialisation.

2.2. Objectifs spécifiques

Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités de production du piment.

Améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux semences de qualité, aux intrants agricoles, aux équipements et aux techniques modernes de production afin d'accroître durablement les volumes et la qualité du piment produit dans les zones ciblées.

Objectif spécifique 2 : Développer les capacités locales de transformation du piment.

Promouvoir l'installation et le fonctionnement de petites unités communautaires de transformation permettant de produire du piment séché, de la poudre, des flocons, des pâtes et d'autres produits dérivés répondant aux exigences de qualité et d'hygiène.

Objectif spécifique 3 : Améliorer les systèmes de conservation et de conditionnement.

Renforcer les capacités des producteurs et transformateurs en matière de séchage, de stockage, de conservation, d'emballage, d'étiquetage et de contrôle de qualité afin de réduire les pertes post-récoltes et de préserver la valeur commerciale des produits.

Objectif spécifique 4 : Renforcer l'accès aux marchés et la commercialisation.

Faciliter l'accès des producteurs et des transformateurs aux marchés locaux, urbains et régionaux grâce à l'organisation collective, à la mise en relation commerciale, à l'information sur les prix et au développement de circuits de distribution.

Objectif spécifique 5 : Promouvoir l'entrepreneuriat et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes.

Développer les compétences entrepreneuriales, financières et commerciales des bénéficiaires et faciliter la création ou le renforcement de petites entreprises agricoles et agroalimentaires.

Objectif spécifique 6 : Renforcer la résilience climatique et la durabilité de la filière.

Promouvoir des pratiques agricoles écologiques, la gestion durable des ressources naturelles, la diversification des revenus et les mécanismes communautaires de pérennisation des activités économiques.

III. ACTIVITÉS PRINCIPALES DU PROJET

Composante 1 : Développement de la production du piment

1. Réaliser une étude de référence sur le potentiel agricole, les conditions agroécologiques et les possibilités de développement de la filière piment dans les zones ciblées.
2. Identifier et sélectionner les femmes et les jeunes bénéficiaires selon des critères transparents et participatifs.
3. Réaliser une analyse des sols et identifier les variétés de piment adaptées à chaque zone.
4. Identifier et sélectionner des fournisseurs fiables de semences de qualité.
5. Mettre en place des pépinières communautaires et des parcelles de démonstration.
6. Distribuer des semences, des outils agricoles et les intrants nécessaires.
7. Former les bénéficiaires sur les techniques de préparation des sols, de pépinière, de repiquage et d'entretien des cultures.
8. Former les producteurs sur la fertilisation organique, l'irrigation raisonnée et la gestion intégrée des ravageurs et maladies.
9. Accompagner les producteurs dans l'installation et la gestion des parcelles.
10. Organiser des champs-écoles paysans et des visites d'échange d'expériences.
11. Mettre en place des associations et groupes de producteurs de piment.

12. Organiser le suivi technique des parcelles et l'évaluation des rendements.

Composante 2 : Transformation et valorisation du piment

1. Réaliser une étude sur les besoins en équipements et les capacités de transformation dans les zones ciblées.
2. Identifier les groupes de femmes et de jeunes intéressés par les activités de transformation.
3. Installer ou renforcer des unités communautaires de transformation du piment.
4. Acquérir des équipements adaptés : séchoirs solaires, broyeurs, moulins, tamis, balances et équipements de conditionnement.
5. Former les bénéficiaires sur les techniques de transformation du piment.
6. Promouvoir la production de piment séché, de poudre, de flocons et de pâte de piment.
7. Former les opérateurs sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication.
8. Développer des recettes et des produits adaptés aux préférences des consommateurs.
9. Accompagner les groupes dans l'organisation et la gestion des unités de transformation.
10. Développer des marques locales et des présentations commerciales adaptées.

Composante 3 : Conservation, stockage et conditionnement

1. Installer des aires de séchage adaptées et protégées contre les contaminations.
2. Former les bénéficiaires sur les techniques de séchage du piment.
3. Mettre en place des espaces de stockage ventilés, propres et sécurisés.
4. Former sur le contrôle de l'humidité et la prévention des moisissures.
5. Promouvoir les techniques de tri et de classification des produits.
6. Acquérir des emballages alimentaires appropriés.
7. Former sur l'étiquetage, la traçabilité et la présentation commerciale.
8. Mettre en place des mécanismes de contrôle de qualité.
9. Sensibiliser sur les risques de contamination, notamment les moisissures et les aflatoxines.
10. Accompagner les unités de transformation dans le respect des exigences sanitaires applicables.

Composante 4 : Commercialisation et développement des marchés

1. Réaliser une étude de marché sur la demande, les prix, les concurrents, les acheteurs et les circuits de distribution.
2. Identifier les acheteurs potentiels : grossistes, détaillants, restaurants, supermarchés et entreprises agroalimentaires.
3. Organiser les producteurs et transformateurs en réseaux commerciaux.
4. Mettre en place des mécanismes de collecte et de regroupement des produits.
5. Développer des relations contractuelles entre producteurs, transformateurs et acheteurs.
6. Former les bénéficiaires sur la négociation commerciale et la fixation des prix.
7. Organiser des foires commerciales et des journées de promotion des produits locaux.
8. Développer des outils de communication et de marketing.
9. Promouvoir l'utilisation des technologies numériques pour la commercialisation.
10. Faciliter les échanges commerciaux entre les zones de production du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.
11. Accompagner les bénéficiaires dans les démarches de formalisation et d'accès aux marchés institutionnels, lorsque cela est possible.

Composante 5 : Entrepreneuriat et autonomisation économique des femmes et des jeunes

1. Identifier les femmes et les jeunes ayant un potentiel entrepreneurial.
2. Organiser des formations en entrepreneuriat agricole et agroalimentaire.
3. Former sur l'élaboration des plans d'affaires et la gestion des petites entreprises.
4. Former sur la gestion financière, la comptabilité simplifiée et la gestion des stocks.
5. Mettre en place ou renforcer des groupes d'épargne et de crédit communautaires.

6. Accompagner la création de microentreprises de production, de transformation et de commercialisation.
7. Faciliter l'accès des bénéficiaires aux institutions de microfinance et aux mécanismes de financement adaptés.
8. Promouvoir le leadership économique féminin et la participation des jeunes aux structures de gouvernance.
9. Organiser des séances de mentorat et d'accompagnement entrepreneurial.
10. Encourager les partenariats commerciaux entre les groupes de producteurs et les petites entreprises.

Composante 6 : Résilience climatique, environnement et pérennisation

1. Former les producteurs sur l'agriculture climato-intelligente.
2. Promouvoir le compostage et la fertilisation organique.
3. Encourager la protection des sols contre l'érosion.
4. Promouvoir une utilisation rationnelle de l'eau.
5. Encourager la diversification des cultures pour réduire les risques économiques.
6. Sensibiliser sur les risques climatiques et les mesures d'adaptation.
7. Promouvoir la réduction des déchets issus de la transformation et du conditionnement.
8. Mettre en place des comités communautaires de gestion des infrastructures de transformation.
9. Développer des mécanismes de maintenance et de renouvellement des équipements.
10. Capitaliser les bonnes pratiques et les expériences réussies de la filière.

Composante 7 : Suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage

1. Réaliser une étude de référence.
2. Élaborer les outils de suivi des bénéficiaires et des activités.
3. Mettre en place un système de suivi de la production et des volumes commercialisés.
4. Suivre les quantités de piment transformées et conservées.
5. Évaluer les revenus générés par les activités de la filière.
6. Organiser des visites de suivi sur les sites de production et de transformation.
7. Réaliser des évaluations périodiques de la satisfaction des bénéficiaires.
8. Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes et des retours communautaires.
9. Organiser une évaluation finale.
10. Produire un rapport de capitalisation et de pérennisation des acquis.

VII. Références documentaires pour appuyer le plaidoyer

Les références suivantes sont particulièrement utiles pour justifier l'investissement dans cette filière et documenter le contexte humanitaire et économique.

1. OIM – Analyse des déplacements au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, mars 2025 : mouvements de populations et vulnérabilité des communautés.
2. FAO et ACLED – Analyse des conflits et de leurs conséquences sur l'agriculture au Nord-Kivu, janvier-juin 2025 : perturbation des récoltes et de l'accès aux terres.
3. Cluster Protection – Situation de protection au Nord-Kivu, août 2025 : conséquences des affrontements sur les femmes, les enfants et les moyens de subsistance.
4. SIPRI – Climat, paix et sécurité dans l'Est de la RDC : liens entre changements climatiques, conflits et vulnérabilité économique.
5. Radio Okapi – La RDC veut développer la chaîne de valeur du piment, novembre 2023 : intérêt économique et industriel de la filière piment en RDC.
6. Banque mondiale – Analyse de la chaîne de valeur du piment rouge : organisation des acteurs entre intrants, production, transformation et commercialisation.

7. IFDC – Fiche technique sur le stockage et la conservation du piment : bonnes pratiques de séchage, stockage et préservation de la qualité.
8. SIMA-RDC – Système d'information sur le marché agricole : outil de suivi des prix et des informations commerciales.
9. Province du Nord-Kivu – Programme Agriculture, Femmes et Développement durable : référence sur l'autonomisation économique des femmes rurales.

Message central de plaidoyer

« Du champ au marché : transformons le potentiel agricole du Kivu en emplois, en revenus et en opportunités pour les femmes et les jeunes. »

Le financement de la chaîne de valeur du piment, c'est investir dans la production locale, la transformation agroalimentaire, l'entrepreneuriat et la reconstruction économique des communautés affectées par les crises.